

De Bessoulet à l'Universel

Comment Jaurès peut-il nous aider à penser les bouleversements actuels du monde ?

Table ronde N°4 - Pour la justice, pour le droit, la vérité et la démocratie

« Nous sommes un parti vivant. Nous comprenons la complexité de la vie, et nous poursuivons notre œuvre de justice non dans le vide mais au travers des réalités » Jaurès, le 2 janvier 1893.

Jaurès va être confronté à des injustices concernant le respect de la démocratie et de la liberté de vote.

Déjà, lors de la campagne de 1889, où Jaurès se présente comme républicain à la suite du choix des cent-quarante délégués des comités républicains de la première circonscription de Castres, traditionnellement acquise aux conservateurs et à la droite et dans une situation crise économique 1885-1889 défavorables aux députés sortants républicains. En raison du retour au scrutin de circonscription qui fut rétabli le 13 février 1889, un retour à une personnalisation de l'élection au détriment du programme comme le pense Jaurès.

Il mena avec énergie la campagne électorale grâce à ses articles de presse, nous connaissons ses thèmes. Il attaqua d'abord l'injustice de l'impôt foncier :

Partout, que le paysan soit fermier, métayer ou journalier, les lois d'imposition sont injustement dirigées contre lui. C'est ainsi que le propriétaire riche qui a un beau domaine avec des métayers, des valeurs mobilières, des titres de rente, paye à peine sur l'ensemble de ses beaux et faciles revenus 3 ou 4 %. Que paye-t-il si, étant médecin, avocat, ou notaire s'il a une grosse clientèle ? À peine 2 %. Que paye le métayer ? 8 % des produits qui lui ont été laissés lors du partage.

Jaurès dénonce aussi la tactique des candidats réactionnaires :

... dans les élections législatives, le système d'intimidation des candidats de droite à l'égard des fonctionnaires qui écrivent : « Prenez garde, nous serons les maîtres demain et nous vous balaieront si vous ne marchez pas avec nous. »

M. Reille, député sortant, fait combattre son adversaire républicain ; il lui reproche de ne pas avoir soutenu suffisamment les ouvriers dans une grève. Jaurès poursuit :

Voilà le jeu que veulent recommencer ces messieurs dans les élections. ... et puis si ces beaux messieurs, hauts barons, marquis et rusés dévots l'emportaient par cette manœuvre, le soir de l'élection ils jetteraient leur bonnet rouge au plafond des salons dorés, en buvant du champagne à la défaite du peuple trompé.

Alors que Jaurès mène campagne dans sa nouvelle circonscription de Castres, il apprend que dans la IIe d'Albi, avec Carmaux comme ville principale, le baron Reille, président du conseil d'administration de la Société des Mines de Carmaux est entrain de tenter une manœuvre politique. Sous couvert d'un comité de soutien créé à la dernière minute et du parti conservateur, il présente au second tour, le marquis Ludovic de Solages, son propre gendre et administrateur dans cette même société. Il faut noter que ce titre de marquis a été emprunté un peu lestement à la branche aînée des Solages semble-t-il. La presse républicaine qui pensait l'élection de son candidat Jean-Baptiste Héral assurée, en raison des désistements, va immédiatement dénoncer une manipulation politique majeure. Héral est maire de Blaye, commune du bassin houiller, conseiller général du Tarn et député sortant comme Jaurès. Parmi l'électorat de cette circonscription, les ouvriers mineurs de charbon et ses verriers de Carmaux constituent un grand pourcentage. Les mineurs vont faire l'objet de pression de la part de leur direction en raison de la situation économique avec la baisse des ventes de combustibles (charbons, coke et agglomérés). Jaurès écrit ainsi dans La Dépêche :

Il y a longtemps que le baron Reille essaie de faire du conseil d'administration de la compagnie de Carmaux un levier électoral. En 1889 ... les ouvriers étaient abattus par un long chômage : ils travaillaient à peine quatre jours sur six.

Jaurès le souligna dans la Dépêche du 11 août 1889 sous le titre Un centre ouvrier :

Il y a quelques agglomérations ouvrières où le ressort républicain s'est affaibli ; il y a sans doute de notre faute. Bien des lois promises, préparées, votées même par nous, n'ont pas définitivement abouti. Et alors les travailleurs, qui ne peuvent pas se rendre compte de nos efforts, qui ne voient que les résultats, se sont laissés aller au doute. Mais ils avaient aussi cédé à tout un système d'intimidation collective d'autant plus terrible qu'il était plus vague.

On a procédé autrement. Depuis des mois, des aumônes étaient distribuées sans allusion directe aux élections ; la besogne électorale se dissimulait sous le voile de la charité.

Puis, aux derniers jours, ce fut dans le château, jusque-là redouté et fermé, la libre entrée des travailleurs, les fêtes, le bon accueil, la familiarité soudaine.

Les plus serviles des ouvriers mineurs étaient organisés en comités électoraux du marquis, quand ils étaient lancés dans les campagnes pour racoler des électeurs, quand ils étaient disséminés comme des mouchards dans les groupes restés indépendants, ce n'était pas un ouvrier, mais des centaines d'ouvriers que la Compagnie détournait plusieurs fois par semaine du travail régulier.

Jaurès décide de venir à Carmaux soutenir Héral, son collègue républicain à la Chambre, avec une délégation de républicains d'Albi en proposant d'organiser une réunion publique de soutien le samedi 3 août, à 8 heures du soir dans la salle du café Olmière situé au centre de la ville sur l'avenue principale, lieu de réunion habituel des républicains de Carmaux.

Avant son départ de Castres, Jaurès est informé que les moyens de pression de la part de la compagnie des mines avaient commencé et que les ouvriers mineurs ne viendraient pas à la réunion des républicains par crainte de représailles. Ces derniers avaient reçu chacun une convocation nominative à une autre réunion électorale qui allait avoir lieu pendant les horaires de travail dans l'après-midi, un peu avant celle des républicains. Ils étaient attendus dans la cour arrière de l'imposant château de la Verrerie, situé un peu à l'écart de la ville, au milieu d'un grand parc arboré. Le château de style fin XVIII^e siècle en imposait, construit à l'époque au milieu des puits de mine et de la verrerie par le chevalier de Solages, l'ascendant à la cinquième génération du marquis. Le château de la Verrerie, entouré d'un haut mur avec un portail d'entrée imposant, était un des lieux de résidence du marquis Ludovic de Solages et de sa famille. Les mineurs convoqués qui devaient remettre leur convocation sur papier à l'entrée avaient compris que leur absence pourrait entraîner des complications (placement dans des galeries d'extraction plus pénibles) et jusqu'à des sanctions (mise-à-pied ou déclassement au jour).

Dès son arrivée à Carmaux, Jaurès adresse une lettre au marquis de Solages dans laquelle il dit avoir appris qu'une réunion privée allait avoir lieu et il lui demande l'autorisation d'entrer au château et de participer « afin que tous les électeurs puissent savoir de quel côté était la vérité. » Jaurès reçut la réponse du marquis que la réunion du château étant publique, Jaurès était libre d'y assister. Il s'y rend en compagnie d'une douzaine de républicains dont Louis Calmels, le docteur de la verrerie de Rességuier, le docteur Maffre, maire de Monestiés et Benjamin Chatard de Valence d'Albi. Jaurès se fait conduire dans les appartements du château auprès du marquis pour obtenir l'admission du groupe et l'autorisation d'apporter la contradiction pendant les discours. Finalement, un membre du comité électoral du marquis l'informe qu'il s'oppose à la présence du groupe sauf Jaurès qui se rend dans la cour, près de l'estrade au milieu des très nombreux participants à la réunion.

Le journaliste témoin de cette soirée décrit la situation qui devint de plus en plus tendue :

Jaurès insista pour que nous nous retirions [parlant des ses amis républicains]. Aussitôt, [les participants du marquis] lèvent leurs poings sur nos têtes et menacent en poussant des cris divers. chose singulière, détail frappant, quelques ouvriers, entre deux cris de À bas la République ! nous soufflent dans l'oreille, comme nous sommes déjà sur la porte et qu'on nous pousse dehors : « Ne laissez pas Jaurès ! On lui fera un mauvais parti. »

Le baron Reille prit longuement la parole, le marquis de Solages, moins habile, fit une courte déclaration. Quand il eut fini, Jaurès demanda à répondre une première fois sans succès au milieu des

vociférations. Jaurès voulut à nouveau répondre et essaya de monter sur l'estrade une première fois. Il fut retenu fermement par le tissu de sa redingote. Ensuite, le journaliste relate :

Trois fois il essaya l'escalade, trois fois il fut ramené en arrière par des gens qui avaient l'audace de l'accuser de provoquer le désordre. Finalement, le président lui refusa la parole en l'agonisant d'injures, et Jaurès s'écriait : « Ne m'outragez pas puisque vous me refusez la parole ! » Enfin, on repousse Jaurès, on l'entraîne vers la porte au milieu d'une bousculade, ses vêtements sont en désordre, son chapeau haut de forme est écrasé. Jaurès crie : Frappez ! Frappez, si vous l'osez !

Les provocations lors de sa tournée de mai 1897 annoncèrent une campagne électorale d'avril et mai 1898 tout aussi agitée. Son engagement dans la défense d'Alfred Dreyfus au début de l'année 1898 fournit à ses adversaires des arguments qui se rajoutèrent à ceux lors de la création de la Verrerie Ouvrière à Albi.

Le deuxième incident choisi concernant le thème de la justice et la démocratie se déroule lors de la campagne électorale de 1898 pour le renouvellement de son mandat dans la circonscription de Carmaux. Dès 1896, Jaurès va être empêché de rendre compte de son mandat auprès de ses électeurs. Le 23 avril 1898, Jaurès prévient :

À Carmaux, sous le double despotisme de la mine et de la verrerie, les ouvriers sont réduits au silence. Les juges interdisent aux syndicats, sous peine de dissolution, de nous prêter la salle pour les réunions publiques ... Le renvoi guette ceux qui s'affirment.

Pour la campagne électorale de 1902 en vue de la reconquête de son siège de député de la II^e circonscription d'Albi dans le Tarn perdu face au marquis Ludovic de Solages, Jaurès va tenir plusieurs réunions.

Le dimanche 6 avril 1902, Jaurès fit des discours lors de deux réunions publiques dans l'après-midi, la première à Andouque, la deuxième à Saint-Jean-de-Marcel, communes au nord-est de Carmaux. Il s'exclame :

Je suis venu pour blâmer actes de pression de corruption et d'embrigadement qui tombent sous le coup de la loi ... on a recours à l'intimidation. Le marquis ... veut remplir avec la servitude ouvrière le vide qu'il s'est créé autour de lui. Ouvriers, il ne faut pas que cela soit.

Dans le cadre du deuxième thème Pour la justice et la vérité, Jaurès nous aide à inventer des méthodes pour défendre le Droit et la Vérité.

Jaurès a su s'engager de toutes ses forces pour que la justice et la vérité triomphent. Son combat pour la réhabilitation de Dreyfus, qu'il a mené de 1898 à 1906, reste exemplaire.

À Carmaux, la réunion électorale eut lieu le 17 avril 1898 au café Rey sur lettre d'invitation. Le café qui était l'ancien siège du Cercle d'Études Sociales. Le marquis de Solages était accompagné du chef de son comité, Émile Falguyettes, et de Daniel Pigasse, avocat, président du Cercle Ouvrier de Sainte-Cécile. Falguyettes prit la parole :

**Vous messieurs qui êtes ici présents, dites à vos amis que ... comme la salle n'a pas assez de grandes proportions, nous avons été obligés de restreindre nos invitations.
... Devant un sans-patrie, un insulteur de l'armée, un traître, Dreyfus, devant un juif, nous devons nous unir.**

Les agents électoraux du comité Solages crièrent :

À bas les sans-patrie ! À bas les traîtres ! À bas Dreyfus ! À bas Jaurès !

Le dimanche 23 mars 1902, Jaurès tint une réunion au hameau du Pont-de-Cirou sur la commune de Mirandol-Bourgnounac. Il se rendit ensuite à Monestiés, salle de la justice de paix, pour la réunion organisée par le comité démocratique du canton, avec un accueil plus chaleureux qu'en 1898 et des électeurs venus de toutes les communes du canton, sauf de celle de Virac. Un soutien du marquis de

Solages essaya d'interrompre le candidat socialiste mais il fut défendu par les participants. Jaurès commença son propos :

Il y a quatre ans, la liberté de réunion fut supprimée par une bande de hurleurs payés par la réaction et protégés par l'administration. Jules Méline et ses complices ne sont plus les maîtres, il y a des républicains sincères au gouvernement.

Je vais vous dire le crime que j'avais commis ; j'avais acquis la conviction absolue qu'un innocent, le capitaine Dreyfus, avait été condamné, tandis que l'on ne voulait ni poursuivre ni condamner le véritable coupable, le Uhlan Esterhazy, ce commandant entremetteur et traître.

Jaurès poursuivit avec gravité dans cette salle de la justice de paix de Monestiés :

Un jour, vos enfants, lorsqu'ils liront l'histoire de notre France, ... vos enfants seront fiers que, dans leur pays, des citoyens courageux se soient trouvés, qui ont tout bravé, pour assurer le triomphe de la vérité et de la justice.

Patrick TROUCHE